

LES UNIVERSITES SOCIALES DU TOGO



« Vouloir c'est consentir, décider, agir ensemble »

Edito

« **Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal mais par ceux qui les regardent sans rien faire.** »

Cette citation d'Albert EINSTEIN est une invitation à l'engagement et en tant que citoyen, il est de notre devoir de nous inscrire dans la construction d'une communauté plus juste et équitable, où le vivre ensemble se forge sur des valeurs de justice (la justice sociale permet de tenir ensemble dans l'espace politique), de vérité (elle rend libre pour agir librement), d'égalité (pour une société de reconnaissance de chacun) et de responsabilité (pour répondre de ses actes et se sentir concerné par le bien commun).

Les Universités Sociales du Togo affirment donc leur noble ambition d'éveiller les consciences et de mobiliser les citoyens pour réfléchir et agir ensemble. Le citoyen doit être formé et informé sur son rôle politique au sein de la société. Nous aspirons à redynamiser sa participation au développement de son espace communautaire et au contrôle efficace et durable de l'action publique. Notre richesse partagée que nous devons préserver est notre communauté.

Engageons-nous tous ensemble, érigeons un contre-pouvoir pour prévenir les dérives de ceux qui ont en charge la conduite des affaires de la cité.

Devenons ces acteurs du développement et contribuons ensemble à renforcer l'affirmation de l'Etat de droit au Togo et au sein du continent africain.



Pr. David DOSSEH, coordinateur des UST

Les UST ont pour objectifs de :

- Informer et former le citoyen
- Exercer son droit de contrôle citoyen
- Proposer des analyses critiques des problèmes actuels du Togo, de l'Afrique et du monde
- Œuvrer pour la bonne gouvernance
- Promouvoir un Etat de droit et l'avènement d'une vraie démocratie



Les Universités Sociales du Togo



Organisations membres des UST :

APED-Togo, ASATEPT, ATDPDH, ATTAC Togo, ASVITTO, CACIT, FTBC, LCT, Le Rameau de Jessé, MAPTO, MMLK, Mouvement Nubueke, Mouvement Winiga, MPA, RNMAPS Togo, SADD, SAINTJOP, STT, Sursaut Patriotique Togo, SYNPHOT... ainsi qu'une dizaine de citoyens engagés et de nombreux sympathisants.

Vision des UST

L'analyse de la société civile africaine actuelle révèle un besoin : des espaces d'échanges qui donnent la possibilité aux citoyens de réfléchir ensemble et d'agir pour un bien commun. Bien qu'elle s'affirme d'avantage, la société civile africaine a encore besoin de s'organiser pour influencer les processus de prise de décisions et participer à l'amélioration de la gouvernance au sein du continent.

Face à la lassitude d'une population togolaise qui ne croit plus aux réformes institutionnelles et constitutionnelles tant promises, il est devenu urgent de créer de nouveaux espaces pluriels et diversifiés d'expression pour les citoyens, et de renforcer la participation de la société civile au suivi des politiques publiques afin de mesurer la qualité de la gouvernance sociale, économique et démocratique. Deux défis à relever : permettre aux organisations de la société civile 1/ d'échanger régulièrement sur les problèmes de la société à la base et sur les grands enjeux nationaux et 2/ de contribuer à la promotion et au renforcement du Dialogue politique entre les acteurs politiques et ceux de la société civile à travers l'apprentissage et la promotion d'une culture militante, de vérité, d'objectivité et du vivre-ensemble.

Depuis quelques années, une nouvelle génération de mouvements citoyens africains essaie de redynamiser la participation citoyenne et le contrôle de l'action publique, et c'est dans ce sens que s'érigent les Universités Sociales du Togo (UST). Ce regroupement est né en octobre 2016 lors de son premier rassemblement autour du thème «Justice et Equité sociales, regards croisés des acteurs» qui a eu lieu à Lomé, au Togo. Les Universités Sociales sont composées d'organisations de la société civile togolaises alliées à des citoyens engagés et des membres de la Diaspora ; tous ont pour objectifs de donner aux citoyens la possibilité de s'exprimer en favorisant les débats publics et participatifs afin que ces derniers soient à même de devenir de véritables acteurs de développement, contribuant ainsi à renforcer l'affirmation de l'Etat de droit au Togo, et plus largement au sein du continent africain. En favorisant le débat public, les Universités Sociales du Togo aspirent à sensibiliser, informer et former le citoyen sur son rôle politique au sein de la société afin qu'il suive et contrôle l'action publique de manière efficace, durable et éclairée.

Opter pour l'avènement de la démocratie en Afrique c'est faire du citoyen l'acteur du changement. Le citoyen n'est pas en effet l'individu politique qui ne défend que ses intérêts mais l'être politique qui agit dans la construction du bien de la communauté à laquelle il appartient. Les UST répondent à ces besoins et constituent un espace vital pour la démocratie.

Les UST interviennent dans les domaines suivants :

Démocratie
Bonne gouvernance
Droits de l'Homme
Education
Santé
Economie
Droits Economiques Sociaux et Culturels (DESC)
Droits civils et politiques (DCP)
Souveraineté alimentaire
Juste et Equités Sociales

Objectifs 2018 :

Plusieurs tournées de sensibilisation sur les enjeux de la décentralisation à l'intérieur du pays

Poursuite du plaidoyer sur la bonne gouvernance à l'endroit des acteurs nationaux mais également supra-nationaux, en coalition avec diverses OSC de l'espace CEDEAO

Renforcement des capacités de contrôle de l'action publique par les OSC et la population

Suivi des politiques publiques

Rassemblement annuel des UST

1ère EDITION DES UST, «JUSTICE ET EQUITE SOCIALES, REGARDS CROISES DES ACTEURS»

13 et 14 octobre 2016

Les Universités Sociales du Togo sont nées en octobre 2016 lors de son premier rassemblement autour du thème «Justice et Equité sociales, regards croisés des acteurs» qui a eu lieu à Lomé, au Togo, et a suscité un important engouement de la population. Plus de 600 participants se sont succédés sur deux jours pour déambuler dans les stands thématiques des UST (sur les secteurs de l'éducation, des mines, de la protection sociale, de la consommation, des droits civils et politiques) mais également pour assister aux différents panels composés à chaque fois d'universitaires, de professionnels et de témoins directs. Parmi les thèmes abordés : Société civile et engagement citoyen en Afrique, Richesses nationales, misère quotidienne, Le secteur minier au Togo, réalités sociales et environnementales, Le monde paysan, quelles réalités aujourd'hui ? Religion et engagement citoyen et enfin Quelle dynamique pour l'engagement citoyen au Togo ?

Cette première édition eu pour but d'amener les citoyens à prendre conscience qu'ensemble ils sont les acteurs du changement sociopolitique et que ce changement ne peut pas se faire sans eux. Cette prise de conscience ne peut s'accompagner que d'un changement de paradigme dans notre façon de penser et notre manière d'être et ceci pour le bien-être et le «bien-vivre» de tous.

Ce temps d'échanges, ouverts à tous, transparent et constructif a vocation à devenir un évènement annuel, lieu de rassemblement et de bilan pour les UST.



Différents responsables des UST lors de la cérémonie d'ouverture, 12 octobre 2016. Y.K. DOSSOU, Pr. D. DOSSEH, Pr. R.E. FOLIKOUE
Source : UST



Vue des participants
Source : UST

- Plus de 600 participants sur 2 jours
- Plus de 20 panelistes
- De nombreux témoignages
- Une trentaine d'OSC togolaises, mais aussi de la diaspora engagées
- 4 chapiteaux thématiques

DINER D'ÉCHANGES SUR LA PROBLÉMATIQUE DE L'OTR

17 février 2017

Problématique et contexte

L'Etat togolais a besoin d'élargir son assise fiscale pour augmenter ses ressources, aussi bien dans le secteur formel qu'informel. Il s'agit en effet d'une mesure conditionnelle pour accéder à l'initiative PPTE. Pour se faire, il met en place un dispositif fiscal : l'OTR. Ce dispositif fait l'objet, progressivement, de nombreuses critiques dans la presse, mais aussi par les entreprises nationales et internationales... L'OTR fait également débat dans les quartiers, les petites échoppes et est accusé de racketter les acteurs économiques mais aussi d'être, à tort ou à raison, corrompu. Les UST ont donc souhaité s'emparer de cette question pour interpeller éventuellement l'Etat.



Vue des participants
Source : UST

Action

Il a été organisé à Lomé un diner d'échanges (17/02/2017) entre les UST et le groupe des 06 OSC, et des représentants de l'OTR, le Président de la Chambre de Commerce, le Président du Patronat, des commerçantes, des importateurs/exportateurs, deux députés (FDR et CAR) et un leader du CDPA. Lors de ce diner, chaque acteur économique a pu exprimer ses critiques envers l'OTR (trop de textes, économie asphyxiée, entreprises qui ferment, des doublons dans les taxes, taxes aléatoires...) sur la base d'exemples très précis. Les députés de l'opposition ont eux explicité les débats au sein de l'assemblée sur l'OTR (débats limités au sein de la commission des lois). L'OTR a quant à lui reconnu les manquements dans les recrutements à l'origine de certains dysfonctionnements, mais n'a pu justifier la légitimité de certaines taxes. Il a également été reconnu que l'OTR avait des instructions pour « faire rentrer » de l'argent et de pressuriser les acteurs économiques. L'OTR s'est engagé à faire remonter fidèlement les points saillants du débat aux autorités du pays.



Vue des participants
Source : UST

Résultats

Le pouvoir a donné des signes en réponse aux interpellations données durant ce diner d'échange. Quelques jours après, le Directeur de l'OTR, contesté pour sa mauvaise gestion mais aussi par sa nationalité étrangère alors que la loi l'interdit pour ce type de poste, a été limogé. Fin février, l'OTR a ensuite organisé un séminaire pour engager un processus de transparence vis-à-vis du public et des contribuables.

FORMATION SUR LA DECENTRALISATION

11 février 2017

« Finaliser le processus de décentralisation et organiser les élections locales avant les législatives de 2018, afin de consolider la bonne gouvernance aux plans local et national. »

C'est la 1ère recommandation émanant du débat citoyen organisé par les UST en octobre 2016. Dans le cadre du suivi de cette recommandation et en prévision des actions des UST dans l'intérieur du pays, le comité de coordination des UST a décidé de former ses membres et sympathisants au processus de décentralisation au Togo et le rôle que les organisations de la société civile peuvent jouer. Durant cette journée de formation et de débats, 4 thèmes ont été abordés :

- La décentralisation : notions, principes et enjeux pour le Togo,
- L'avancement du processus de décentralisation au Togo et la mise en place du CNSD,
- La gestion d'une collectivité territoriale et le contrôle citoyen,
- Le rôle de la société civile togolaise pour une décentralisation effective et réussie.

Les enseignements que tirent les UST :

Suite à cette formation, les UST exhortent le Gouvernement à **PLUS DE TRANSPARENCE DANS LE PROCESSUS** et font ressortir 3 points d'attention majeurs sur lesquels elles vont désormais axer leurs actions :

- La nécessité d'accroître de manière significative la communication entre les différents acteurs afin d'aboutir à un consensus largement partagé. Dans le cas contraire, il y a un risque important de conflit social.
- La clarification impérative des critères de définition des CT. Ces définitions largement communiquées et partagées permettront d'aboutir à un consensus aussi bien sur le découpage territorial que sur le fichier électoral.
- La communication de ce qui est prévu par rapport au vote de la loi sur la nouvelle CENI ? Quels critères, quelle organisation de la nouvelle CENI ?



Vue des participants
Source : UST



CONFERENCES DE PRESSE SUR LE PROCESSUS DE DECENTRALISATION

Octobre 2016 jusqu'à maintenant

KOACI?COM

TOGO
BN TOGO BREAKING NEWS

Togo : Décentralisation : Les UST appellent à la transparence autour du processus



Togo : Décentralisation, les UST s'adressent au Gouvernement

Togo Politique

"Quand on sait que les départements ou préfectures composées de villages, cantons, quartiers ont un nom sans liens avec leurs composantes et au regard des expériences des pionniers dans le domaine de la décentralisation où chaque nom de commune peut être indépendant de ses composantes, l'on peut facilement conclure que cette manière de nommer les communes présente un risque de perte d'identité et d'histoire de certaines populations", a fustigé, le Prof David Dosseh, Coordonnateur des UST.



Prof. David Dosseh, Président du Comité de Coordination des UST

MATINEE D'ECHANGES AVEC LES PARLEMENTAIRES SUR LE PROCESSUS DE DECENTRALISATION

29 mars 2017

Le mercredi 29 mars 2017, à l'initiative du groupe des 06 OSC et des Universités Sociales du Togo (UST), s'est déroulée à la salle Hibiscus de l'Agora Senghor une matinée de discussions qui a réuni des parlementaires, des acteurs de la société civile ainsi que des chancelleries et des représentations d'organisations internationales (la GIZ, la Délégation de l'Union Européenne au Togo, l'Ambassade de France et l'Ambassade du Sénégal) autour du processus de décentralisation au Togo.

Cette rencontre a permis de recueillir les avis et opinions de chaque député et groupe parlementaire présents, ainsi que de comprendre la vision que chacun avait du processus au Togo. Pour la société civile, il s'agissait également d'être au fait des débats qui animaient l'Assemblée Nationale en la matière et de cibler les enjeux législatifs que perçoivent les différents parlementaires.

Il était important qu'OSC et députés se réunissent afin d'aborder des mesures clefs de la décentralisation qui allaient être votées à la prochaine session parlementaire à savoir : la communalisation intégrale et la loi sur la nouvelle CENI. Les participants, aussi bien parlementaires qu'OSC, ont exprimé leurs inquiétudes à ce sujet tout en soulignant l'opacité qui entoure le processus.

Cette rencontre a permis de construire des ponts entre politiques et OSC afin qu'ensemble ils collaborent sur un sujet d'importance nationale.



Les différents députés présents à cette rencontre
Source : UST

SOMMET CITOYEN SUR LE PROTOCOLE

Durant trois jours, les 13, 14 et 15 juillet 2017, les Universités Sociales du Togo ont rassemblé à Lomé des OSC des différents pays membres de l'espace CEDEAO, mais aussi d'autres pays du continent, autour du thème du protocole de bonne gouvernance de la CEDEAO adopté et signé à Dakar le 21 décembre 2001.

Force est de constater que la société civile Ouest-africaine ne s'est pas encore exprimée de façon déterminante sur le projet de réforme du protocole de bonne gouvernance de la CEDEAO alors que les questions électorales et constitutionnelles sont au cœur des préoccupations actuelles et constituent de sérieuses menaces pour la paix au sein de la région.

200 participants par jour :

**OSC
Religieux
Universitaires
Etudiants
Diplomates
Députés
Politiques
Citoyens
Membres d'OI**

Contexte et justification :

Le Protocole de bonne gouvernance de la CEDEAO, signé le 21 décembre 2001 à Dakar, est directement rattaché au «Protocole de Lomé» adopté en 1999 qui porte sur le mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité. Par ailleurs, il se rattache également à de nombreux autres textes panafricains tels que :

- le Traité de la CEDEAO lui-même, plus précisément son article 58, qui est relatif au « maintien de la paix » au sens large
- la Déclaration de l'OUA sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (Abuja, 8 et 9 mai 2000)
- la Décision prise dans le cadre de l'OUA, en juillet 1999, relative à la réaction de l'OUA face aux changements anti constitutionnels de gouvernement
- la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981
- la Déclaration d'Harare adoptée par les Etats du Commonwealth le 20 octobre 1991
- la Déclaration de Cotonou adoptée le 6 décembre 2000 à l'issue de la IVème Conférence internationale sur les démocraties nouvelles ou rétablies.

Tous ces textes participent à renforcer l'affirmation que la paix dans un pays ne peut être pérenne qu'avec une stabilité politique affirmée. En effet, l'instabilité politique dans un pays a généralement des conséquences au-delà même de ses frontières et/ou crée de graves problèmes humanitaires, rendant ainsi souvent nécessaire l'intervention de la communauté internationale. C'est donc pour prévenir de telles situations délétères qui pourraient négativement impacter l'espace communautaire Ouest-africain, que



SEM Marcel DE SOUZA, Président de la Commission de la CEDEAO entouré de SEM GARBA LOMPO, ambassadeur de la CEDEAO au Togo, M. KADANGHA, représentant du MAE togolais (droite) et du Pr. David DOSSEH, coordinateur des UST (gauche)
Source : UST

DE DEMOCRATIE ET DE BONNE GOUVERNANCE DE LA CEDEAO

la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est dotée d'un Protocole de bonne gouvernance qui regroupe des dispositions à destination des Etats, de leur organisation et de leur fonctionnement.

Cependant ce Protocole international n'est pas contraignant et les Etats sont libres de le ratifier ou non. De plus, ce Protocole, rédigé comme une Constitution, se heurte parfois aux Constitutions et/institutions nationales des Etats : des réformes constitutionnelles et institutionnelles doivent alors être opérées.

Un projet de révision de ce Protocole a été présenté au sommet des chefs d'Etat en mai 2015, l'objectif étant de mieux affirmer les principes démocratiques. Mais ce projet n'a pas abouti, suite à l'opposition de certains d'entre eux. Pourtant une telle démarche qui consiste à « imposer » la vision de quelques chefs d'Etat à toute la communauté semble aller à l'encontre de la nouvelle philosophie prônée depuis quelques années par les responsables de l'institution communautaire, qui disent vouloir en faire, une «CEDEAO des peuples.»

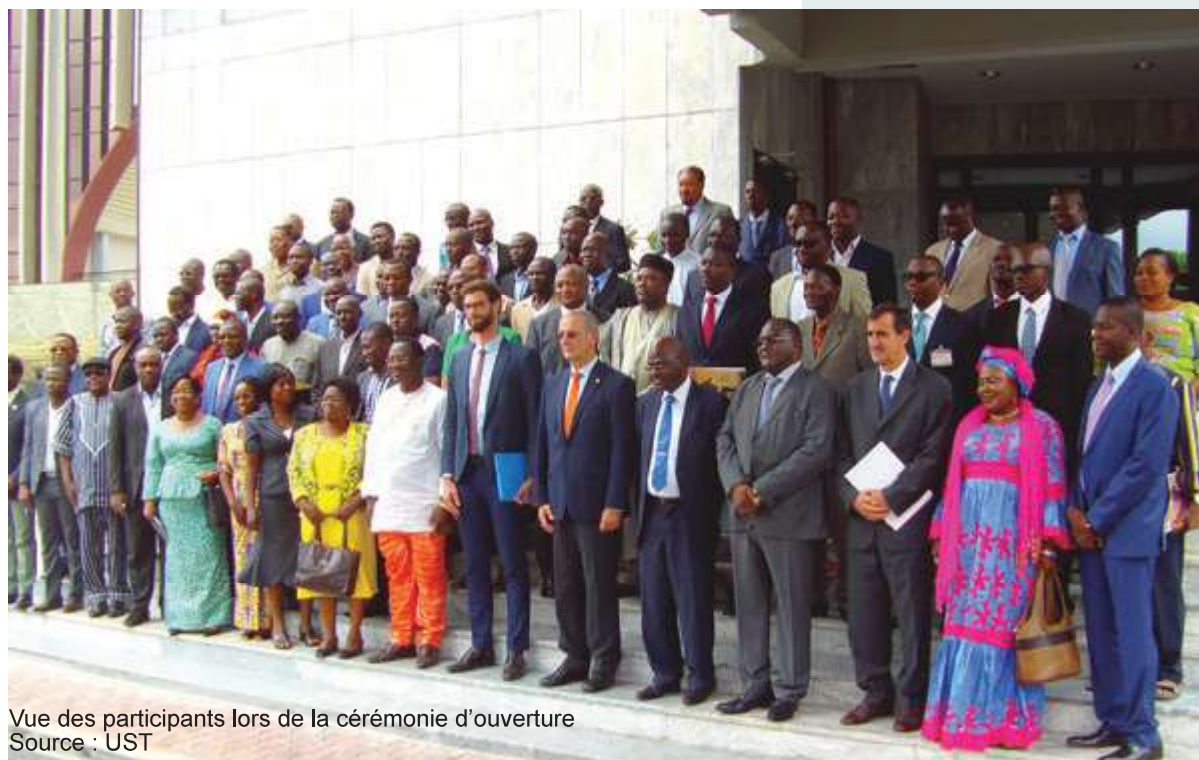
La CEDEAO étant leader en matière de zone d'intégration sur le continent, une dynamisation des processus de démocratisation dans cette partie du continent aura forcément des impacts positifs sur le reste du continent.

Objectif général :

Réunir les mouvements citoyens Ouest-africains autour du Protocole de bonne gouvernance de la CE-DEAO, sa mise en œuvre et le projet de réformes présenté au sommet des chefs d'Etat en mai 2015 à Accra pour un renforcement des droits des peuples dans la communauté Ouest africaine.

Objectifs spécifiques :

- Créer une synergie des mouvements citoyens Ouest-africains autour de la promotion de la bonne gouvernance dans l'espace CEDEAO
- Renforcer le rôle de contre-pouvoir des mouvements citoyens africains
- Définir une position claire de la société civile sur le projet de réforme du Protocole de bonne gouvernance
- Inciter les décideurs à reprendre les discussions sur le projet afin d'aboutir à une décision qui réponde aux aspirations populaires.



Vue des participants lors de la cérémonie d'ouverture
Source : UST

Nous contacter :



+228 90.32.82.76 / 92.73.31.38



universitessocialesduto@gmail.com



www.lesuniversitessociales.tg



- Informer et former le citoyen
- Exercer son droit de contrôle citoyen
- Proposer des analyses critiques des problèmes du Togo, de l'Afrique et du monde
- Œuvrer pour la bonne gouvernance
- Promouvoir un Etat de droit et l'avènement d'une vraie démocratie

« Vouloir c'est consentir, décider, agir ensemble »